

# La Politique gouvernementale de **prévention** en santé [PGPS]

## AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

---

« Ça faisait longtemps que nous cherchions une activité qui nous permettrait de faire la tournée des communautés, pour faire bouger les jeunes, raconte David Gill, qui coordonne ce projet au sein du conseil. »

### DES MESURES PORTÉES PAR LES COMMUNAUTÉS

D'ici la fin de l'année 2021, plus de 4500 jeunes autochtones seront invités à participer au « Défi des ancêtres ». Au menu : une course à obstacles qui se déploiera dans une trentaine d'écoles desservant les Premières Nations pour stimuler le sentiment d'appartenance des élèves et leur donner envie de bouger.

Grâce à ce parcours ludique, mis sur pied par le Conseil en éducation des Premières Nations [CEPN] et soutenu par la PGPS, les participants pourront grimper, sauter, escalader, courir. Bref, être actif tout en s'amusant. « Ça faisait longtemps que nous cherchions une activité qui nous permettrait de faire la tournée des communautés, pour faire bouger les jeunes », raconte David Gill, qui coordonne ce projet au sein du conseil.

En effet, depuis une douzaine d'années déjà, le CEPN organise les Jeux interscolaires, une compétition réunissant de jeunes sportifs autochtones de partout au Québec. Toutefois, les éditions 2020 et 2021 ont été annulées, pandémie oblige. L'équipe a donc fait preuve d'ingéniosité en créant le « Défi des ancêtres », une course à obstacles qui se déplace d'une école à l'autre. Ainsi, on peut rejoindre les écoliers directement dans leur milieu. « C'est aussi une façon de faire bouger 100 % des élèves de l'école, de la maternelle à la cinquième secondaire », ajoute David Gill qui précise que l'activité va perdurer au-delà de la COVID-19.

De plus, plusieurs activités seront disponibles pour les enseignants autour de thèmes comme la chasse aux canards, les aventures en forêt ou la terre sacrée. Une façon de préparer les élèves aux différentes épreuves tout en discutant des traditions propres à chaque communauté. Pour stimuler le sentiment d'appartenance à leur école, un classement permettant de comparer les résultats des écoles sera également rendu disponible en ligne. Une façon de stimuler leur sentiment d'appartenance.



## UNE APPROCHE CONCERTÉE POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Développée par et pour les Premières Nations, cette initiative illustre bien l'importance de l'approche concertée derrière la mesure 3.6 de la PGPS, qui vise à « améliorer les conditions de vie des populations autochtones ». Une collaboration essentielle, puisqu'elle permet de prendre en compte les réalités multiples que vivent les différentes populations autochtones. En effet, entre les Cris de la Baie-James, les Montagnais de la réserve de Mashteuiatsh ou les Autochtones habitant en ville, les conditions de vie ne sont pas les mêmes. Et les mesures de prévention en santé non plus. « Chaque communauté est une nation. Nous ne sommes donc pas là pour imposer des actions. Au contraire », précise Johanne Rhains, conseillère aux affaires autochtones à la direction des affaires autochtones du MSSS.

Il s'agit donc d'offrir un soutien direct à différentes initiatives concrètes, idéalement portées par les acteurs du milieu. « Nous avons demandé à nos partenaires, comme la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou encore les centres d'amitié autochtones, de nous proposer des actions. Les secrétariats aux affaires autochtones des ministères et organismes gouvernementaux ont aussi été interpellés pour voir si nous ne pouvions pas bonifier des programmes déjà en place », explique la conseillère.

Ainsi, six projets au total ont bénéficié de l'appui de la PGPS, comme l'adoption d'une politique de sécurité alimentaire au Nunavik, les jeux interscolaires ou la création d'une formation pour mieux comprendre les réalités culturelles autochtones destinée aux intervenants de la santé, des services sociaux et des organismes communautaires. La politique a aussi permis de bonifier certains services, comme le Club des petits déjeuners qui a pu desservir 2400 enfants de plus dans des écoles situées en territoire cri et inuit.

---

« Chaque communauté est une nation. Nous ne sommes donc pas là pour imposer des actions. Au contraire, précise Johanne Rhains, conseillère aux affaires autochtones à la direction des affaires autochtones du MSSS. »



---

« Comme ces différentes actions émanent de la communauté et sont portées par des acteurs locaux, elles sont adaptées aux réalités socioculturelles des Autochtones, tout en favorisant une approche culturellement sécurisante. »

## DES ACTIONS ADAPTÉES

Comme ces différentes actions émanent de la communauté et sont portées par des acteurs locaux, elles sont adaptées aux réalités socioculturelles des Autochtones, tout en favorisant une approche culturellement sécurisante, mentionne Johanne Rhains. Des actions qui, selon elle, n'auraient pas la même portée si elles n'étaient pas prises en charge par des organismes autochtones, qui modulent leurs interventions en fonction de leur réalité.

C'est le cas notamment des centres d'amitié autochtone, qui ont développé différentes activités pour favoriser les saines habitudes de vie chez les personnes qui vivent en ville. Certains ont misé sur des soirées d'artisanat pour briser l'isolement ou sur du soutien parental, alors que d'autres ont plutôt opté pour une programmation prônant la santé en lien avec les pratiques ancestrales.

En incluant une mesure touchant directement les personnes autochtones dans la PGPS, on s'assure donc d'instaurer des actions qui auront une portée réelle dans les communautés. Une approche collaborative qui se trouve au cœur même de la politique.

Plus encore, la majorité des actions en lien avec les Autochtones, dont celles de la PGPS, sont maintenant intégrées à même le Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022. Une façon de travailler de concert pour offrir des services mieux adaptés aux populations autochtones sur différents aspects et influencer positivement l'adoption de saines habitudes de vie.

---

Réalisé au printemps 2021 par M361 pour le Bureau de coordination et de soutien de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)